

Nouvelles locales du vendredi 15 avril 2011

@rib News, 15/04/2011
 Mal GouvernanceL'Observatoire de lutte contre la corruption (Olucome) promet de faire prochainement un coup d'État contre les autorités burundaises qui ont pillé dans les caisses de l'Etat. Selon le président de l'Olucome Gabriel Rufyiri, dans les prochains jours, son organisation va adresser une correspondance au pays du G20 dans le but de les inviter à ne pas recevoir aucun des dirigeants burundais qui sont accusés d'avoir trempé dans des dossiers de détournement des fonds publics. (Rtr)

Le président de l'Olucome a révélé ce vendredi l'existence d'un groupe de gens au pouvoir qui ont dressé des listes des membres de la société civile et des membres des partis d'opposition à abattre. « Nous avons eu ces informations et nous demandons aux commanditaires de laisser tomber », a déclaré le président de l'Olucome, Gabriel Rufyiri. (Rtr)- Un enfant de trois ans a trouvé la mort dans une attaque qui a eu lieu ce jeudi vers 20h du soir quand un groupe d'homme d'armes a attaqué certains magasins en tirant une rafale de balles. La mère de la victime a été grièvement blessée et se trouve dans un état critique à l'hôpital. Des sources sur place ont affirmé que les bourreaux étaient armés des fusils et ont dévalisé des boutiques, ils ont pris plusieurs articles dont des téléphones. (Rtr/Isanganiro/Rpa)

Politique- Le président du parti Frodebu Léonce Ngendakumana demande au parti au pouvoir de manifester la volonté de négocier avec les partis d'opposition pour éviter que le pays ne retombe encore une fois dans la guerre civile. « Il ya beaucoup de choses à traiter, la corruption monte dans le pays, les gens meurent comme des mouches », a déclaré le président du Frodebu. (Rpa)- Un auditeur de la RPA a souligné que le président du parti Frodebu n'est pas seul pour faire face à la montée de la corruption. « Le peuple est derrière quiconque est en train de lutter contre les maux que connaît le pays », a souligné l'auditeur de la radio. (Rpa)

Economie- L'Entreprise Sogea-Satom risque d'être traîné devant la justice suite à son exploitation de la carrière sur les collines de Murambi de la commune de Buganda à Cibitoke. La population de cette colline souligne avoir acheté ces terrains depuis longtemps et brandissent même des papiers officiels. D'autre part, l'administration souligne que les terrains appartiennent à l'Etat sans pour autant livrer des papiers pour le prouver. Selon le gouverneur de Cibitoke, M. Anselme Nsabimana, les populations de cette colline pourraient être casées quelque part ailleurs et seront indemnisées dans moins de deux semaines (Abp)

Education- 945 élèves de la seule commune de Butihinda à Muyinga ont abandonné les études, selon des sources des responsables de l'éducation dans cette province, au nord du Burundi. Les garçons abandonnent l'école pour aller servir dans des secteurs d'extraction des mines de cette région. Pour les filles, ce sont les mariages précoces qui sont à l'origine de ces abandons massifs de l'école. (Abp) - Les élèves des classes de 6^{ème} de Bujumbura continuent à se préparer au concours national, selon des sources des responsables de l'éducation dans cette province de Bujumbura.

Selon l'inspecteur de l'enseignement de base, l'effectif des passants de cet examen national a augmenté on attend 17.549 élèves. (Abp)Un enseignant d'une classe de 5^{ème} année primaire à Migende, dans la commune de Gatara en province de Kayanza, est en cavale depuis un certain temps après avoir été accusé de viol sur une élève de la 6^{ème} année de cette école. Des sources de Kayanza ont précisé que la fille avait passé trois jours chez cet enseignant avant de retourner à la maison. Cependant, la fille a dû quitter la maison pour se réfugier au centre urbain de Kayanza, avant d'être retrouvée par une femme qui la connaissait. Celle-ci l'a conduit au centre de Développement Communautaire (CDF) pour des soins. Cette fille a discrètement quitté le centre et retourné chez elle. La famille de la fille et celle du violeur veulent résoudre le problème à l'amiable en donnant pour mariage cette fille à cet enseignant, ce que la CDF refuse ajoutant que le parquet de Kayanza s'est saisi du dossier. (Abp)